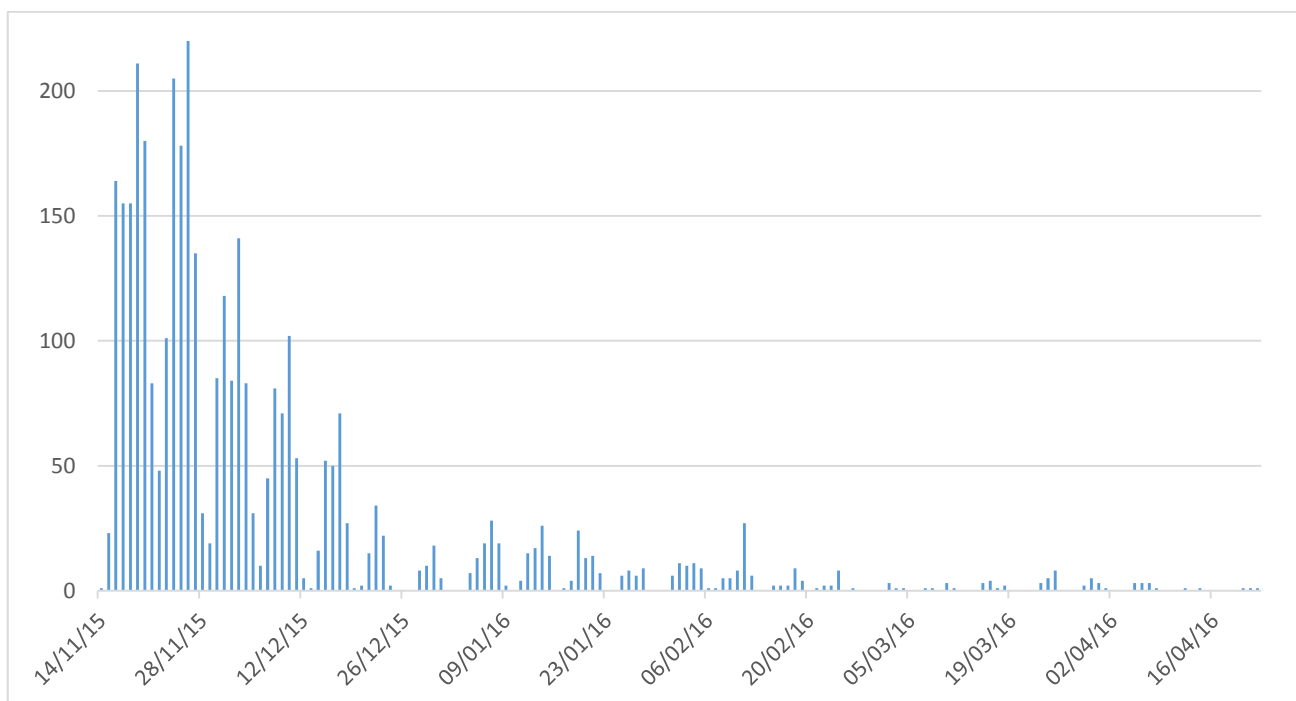


BILAN DE L'ÉTAT D'URGENCE

I – PERQUISITIONS ADMINISTRATIVES



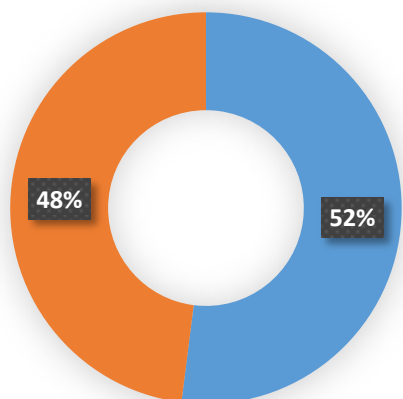
3567 NOMBRE TOTAL DE PERQUISITIONS

749 ARMES SAISIES – DONT 75 ARMES DE GUERRE

552 INFRACTIONS CONSTATÉES

418 PERSONNES INTERPELLÉES

363 PERSONNES MISES EN GARDE À VUE



52% des perquisitions ont concerné des personnes figurant déjà au fichier de traitement des signalements de la prévention et de la radicalisation à caractère terroriste.

DEPUIS LE 26 FEVRIER :

140 PERQUISITIONS ADMINISTRATIVES

155 ARMES SAISIES

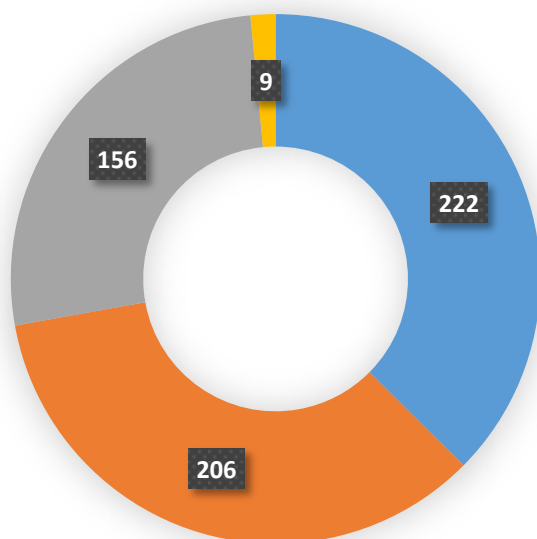
ENTRE LE 14 NOVEMBRE ET LE 26 AVRIL 2016¹

593 SUITES JUDICIAIRES

DONT **67** CONDAMNATIONS DÉJÀ PRONONCÉES

ET **56** PERSONNES PLACÉES EN DÉTENTION

593 suites judiciaires :



- Infractions à la législation sur les armes
- Infractions à la législation sur les stupéfiants
- Autres infractions
- Infractions terroristes

¹ Sur le fondement de 3 023 perquisitions

II – Assignations à résidence

AU 25 FÉVRIER 2016

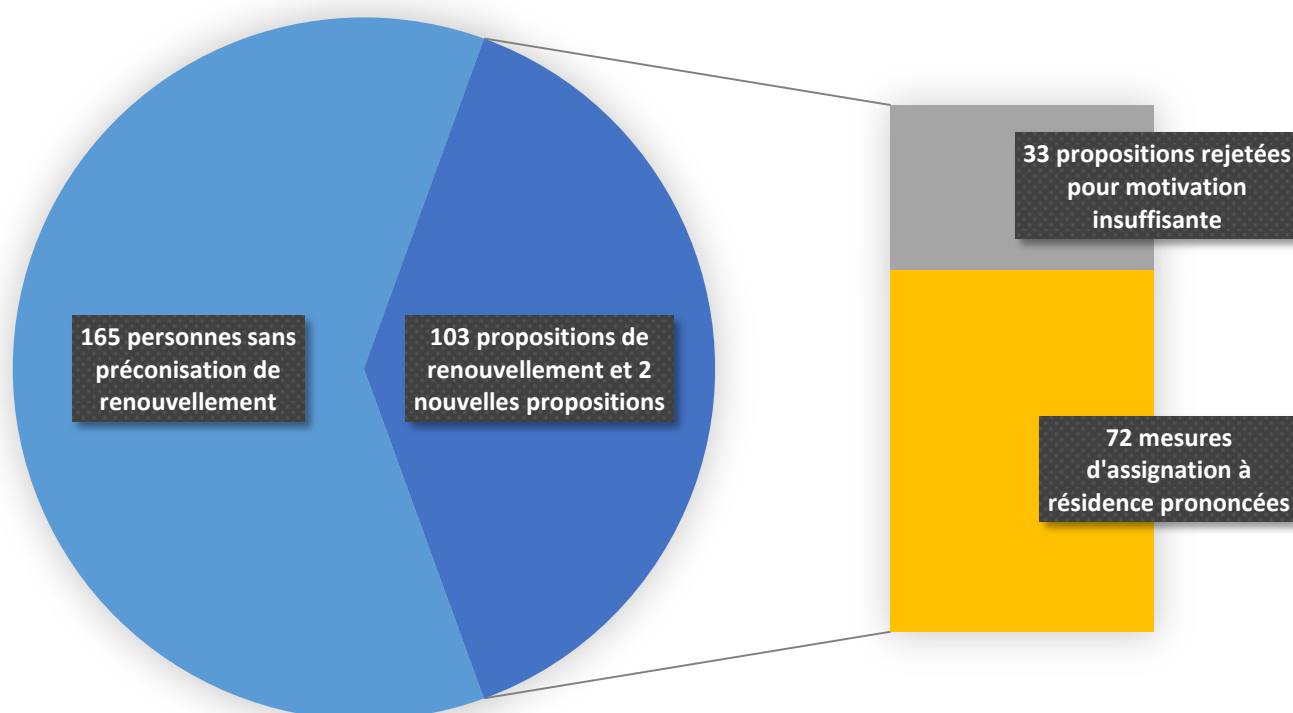
268

PERSONNES ASSIGNÉES À RÉSIDENCE

Réexamen des assignations à résidence :

PROPOSITIONS DE L'UNITÉ DE COORDINATION DE
LA LUTTE ANTITERRORISTE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR



AU 1^{er} MAI 2016

69

MESURES D'ASSIGNATION À RÉSIDENCE EN VIGUEUR

En raison de la suspension de deux d'entre elles par le juge des référés² et de l'abrogation³ d'une décision en raison de l'expulsion de la personne

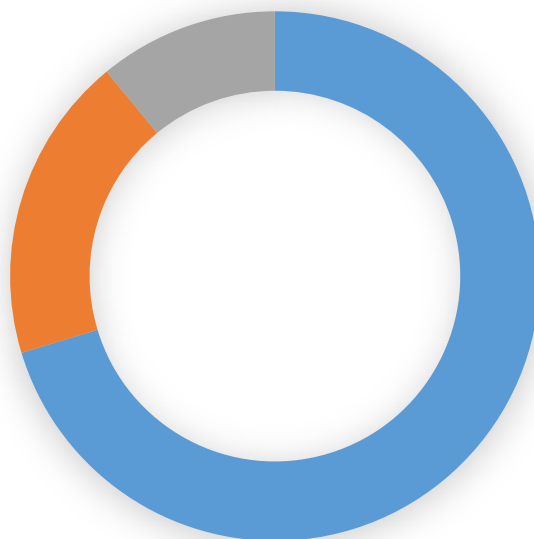
² Juge des référés du tribunal administratif de Paris, ordonnance n° 1604880 du 6 avril 2016, et juge des référés du Conseil d'État, ordonnance n° 398377 du 15 avril 2016.

³ La personne a fait l'objet d'une procédure d'expulsion du territoire français.

198 personnes assignées non renouvelées, dont :

41
Individus de nationalité française interdits de sortie du territoire

14
Dossiers en cours d'instruction



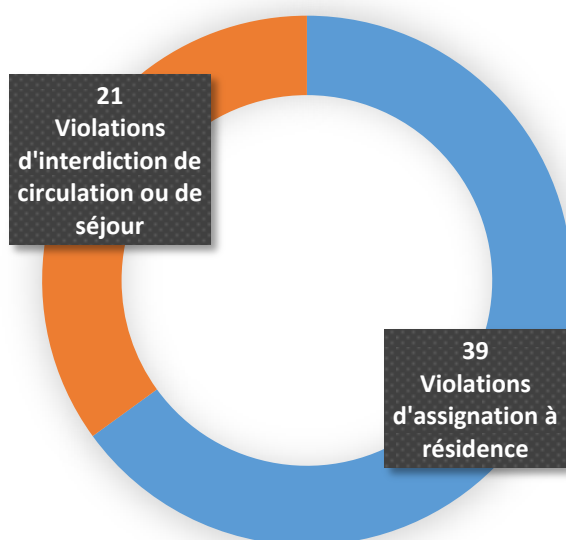
3
Individus de nationalité étrangère expulsés du territoire français

21
Dossiers en cours d'instruction

154
Individus sans mesure administrative alternative

60 poursuites pénales

48 GARDES À VUE



21
Violations d'interdiction de circulation ou de séjour

39
Violations d'assignation à résidence

III – Le contrôle du juge administratif

Contentieux de l'assignation à résidence

16

MESURES SUSPENDUES

12

MESURES ANNULÉES

Contentieux des perquisitions administratives

9

MESURES ANNULÉES